

Quelques réflexions sur l'eau potable en milieu rural au Maroc

par

Le groupe de travail sur l'eau potable
en milieu rural

La réflexion sur l'eau potable dans le monde rural a été non seulement très tardive, mais elle reste pratiquement inexistante dans la recherche en sciences sociales.

De tout temps les chercheurs dans le monde rural ont été habitués aux difficultés d'approvisionnement en eau potable pour leur propre usage et prennent les précautions habituelles pour éviter de boire celle que consomme la population de crainte qu'elle soit plus au moins impropre à la consommation.

Tous ceux qui ont travaillé dans la campagne ont été confrontés à un moment ou à un autre à cette réalité. Pourtant, celle-ci ne les a pas incités à l'interrogation sur les conséquences de cette situation et à faire de l'eau potable un objet de réflexion, alors que l'eau pour l'irrigation a exercé de tout temps une espèce de fascination à l'origine d'une profusion d'études plus au moins savantes sur la production agricole et sur la société hydraulique.

Les raisons du retard de la réflexion

Ce paradoxe trouve son implication, peut-être, dans le fait que l'alimentation en eau a été considérée exclusivement comme un phénomène de santé et d'hygiène, intéressant davantage les individus que le groupe, puisque celui-ci n'est pas menacé dans sa pérennité par la consommation d'une eau qui n'est pas potable. Certes la santé de ses membres en est affectée. Les sciences sociales n'auraient pas de compétence à s'emparer des maladies hydriques. C'est le champ de la pratique et de la recherche médicale.

Par ailleurs, la population elle-même fait rarement de la disponibilité de l'eau potable un objet de revendication, dans la mesure où elle arrive à en avoir une quantité suffisante pour sa consommation. Le problème de la qualité de l'eau, de sa potabilité, et non de son goût - apparaît comme secondaire. Il faudrait ajouter que le problème de l'eau, de son exhaure, de son transport et de son stockage est une affaire de

femmes et d'enfants. Rarement les hommes s'en préoccupent ; ce n'est guère un produit dont la possession constitue un enjeu, ou un objet de prestige fondant des statuts et établissant des hiérarchies au sein du groupe.

C'est par la suite d'un concours de circonstances et d'un constat que l'attention a été attirée au Maroc sur le problème de l'eau potable en milieu rural.

Il a fallu d'abord l'intérêt manifesté par les organisations internationales et des Nations Unies comme l'UNICEF, la Banque Mondiale, l'OMS, la Banque Mondiale et l'INSTRAW pour que les préoccupations en matière d'eau potable soient intégrées au projet de développement. Cette orientation n'est pas très ancienne. Elle date de la décennie 70 et elle est la conséquence du bilan décevant en matière d'aide au développement. Les projets de modernisation des campagnes ont impulsé, dans les meilleurs cas la production agricole ; ils ont eu peu d'impact sur l'amélioration des conditions de vie et de santé de la population.

C'est pendant cette décennie que la mise en place de pompes manuelles a commencé dans certaines campagnes du Maroc. Mais cette expérience a rapidement tourné court car le problème de prise en charge de ces pompes n'a pas été réglé avec satisfaction et celles-ci n'ont pas tardé à tomber en panne les unes après les autres.

La prise de conscience de l'importance du problème de l'eau pour un certain nombre des membres du groupe s'est contrérisée d'une manière indirecte à travers l'évocation des "problèmes du village" dans les dossiers de ruralisme d'une part et d'autre part d'une manière directe quand l'UNICEF a demandé à la Direction du Développement Rural (IAVH II) de faire l'évaluation de l'expérience des pompes manuelles.

La sécheresse : révélatrice du rôle social de l'eau

Mais le phénomène de l'eau potable et de son importance sociale n'a véritablement mobilisé de

réflexion qu'à partir de la sécheresse des années 80. Le spectacle de cohortes d'animaux surchargés de bidons allant de plus en plus loin à la recherche de l'eau, le risque d'abandon du village du fait du tarissement des sources ou des puits, l'organisation marchande du commerce de l'eau par citerne à des prix dépassant ceux qui sont pratiqués en ville (35 DH L/m³), la réactivation de l'activité des puisatiers pour l'approfondissement des puits, la demande de plus en plus explicite de la nécessité d'équipement en eau des douars produisirent un choc. La sécheresse allait avoir des conséquences non seulement sur la production agricole et animale, mais s'avérer comme un catalyseur mettant en relief la fragilité extrême de la société rurale, exposée dorénavant à la recrudescence de l'exode rural qui l'avait auparavant affaiblie, par le drainage de ses éléments les plus dynamiques vers la ville.

Voilà dans quelles circonstances un groupe informel de réflexion sur l'eau potable dans le monde rural s'est constitué au sein de l'ANAFID, afin de développer une recherche-action dans ce domaine. Il est composé d'ingénieurs, de spécialistes de la nutrition, de médecins, d'économistes, de sociologues et de géographes. Ses premières investigations ont porté sur trois domaines : la province de Ouarzazate, celle de Settat et celle de Safi.

Certains éléments de réflexion peuvent être dégagés d'un travail de recherche qui est tout à fait à ses débuts : c'est à partir des acquis de l'expérience de l'Ounein que les différents aspects liés à l'eau ont été évoqués. Cette recherche reste pour le groupe une référence de portée pédagogique. Elle est peut être difficilement reproductible ailleurs, mais certains de ses enseignements sont extrêmement précieux pour l'action à entreprendre à l'avenir.

A la suite des trois sorties effectuées sur le terrain par le groupe, quelques axes de réflexion se sont dégagés des discussions et des échanges qu'il a eus avec la population, les techniciens, les notables et les autorités.

- **Le premier** : concerne les techniques d'amenée ou d'exhaure de l'eau et les performances du matériel mis à la disposition de la population ;

- **Le deuxième** : a trait à la manipulation de l'eau disponible pour la population : stockage, branchement individuel, dispersion des points d'eau, équipement pour l'utiliser (lavoir) et institution qui cristallise sa gestion (la mosquée) la mobilisation de la population pour assurer l'alimentation en eau du douar, est un indice du dynamisme du groupe ;

- **Le troisième** : se rapporte aux problèmes que pose le stockage, l'utilisation et l'évacuation de l'eau. Comment l'eau constitue un vecteur d'hygiène générale, allant des simples précautions d'usage de propreté, de prévention, jusqu'à la mise en place des latrines et des problèmes d'entretien et de gestion qu'elles posent.

Les observations recueillies pendant les trois sorties permettent d'identifier trois types d'interventions en matière d'approvisionnement eau :

- Celles de l'Etat ;
- Celles de la population ;
- Celles, combinées à la fois de la population et d'un acteur extérieur.

1°/L'intervention de l'Etat

Trois formes d'interventions sont apparues importantes :

- Au niveau du choix technologique : solaire, diesel, énergie éolienne, énergie humaine ;
- Au niveau des structures de prise en charge, province, commune, douar, coopérative ;
- Au niveau de la localisation spatiale : celle-ci présente une certaine densité dans les trois provinces où une pré-enquête a été réalisée.

Les interrogations portent sur la nature de ces interventions : sont-elles des éléments d'une politique générale de dotation des campagnes en eau potable ou présentent-elles le caractère d'une expérimentation destinée à recueillir les éléments de décision et les critères de choix pour une politique globale d'eau potable à envisager dans l'avenir ? quelle est dans l'un et l'autre cas la structure de gestion envisagée ? autonomie des collectivités ou gestion administrative des équipements ? Ce qu'il faut constater déjà, c'est que plus l'intervention est lourde (équipement d'un centre communal au nord de Ouarzazate, biogaz à Ouarzazate même tout à l'écart à Kelâa Mgouna, réseau de distribution d'eau à Safi, solaire ailleurs à Settat) plus l'implication des structures étatiques (autorité locale, office, collectivité locale) est importante.

2°/L'initiative de base

La visite du douar de Tikert à 30 km de Ouarzazate qui s'est équipé de moyens d'exhaure d'eau et de production d'électricité, est exemplaire à tous égards.

La présence de la communauté villageoise est partout manifeste. La manière dont la mise en place d'un groupe électrogène a été envisagée, réalisée et gérée montre les ressources remarquables d'organisation et

charge d'un fqih par le douar pour l'éducation des enfants et la gestion de la mosquée.

Dans le cas où l'exhaure d'eau pour l'alimentation du village requiert une surveillance permanente, (l'utilisation de l'énergie solaire) chaque douar doté de ce système dans la province de Safi, rétribue collectivement un gardien chargé de la maintenance et de la protection des installations. Là aussi cet équipement collectif contribue à créer les conditions d'une gestion réellement décentralisée des équipements des douars, par les villageois.

Une "décentralisation" plus décentralisée :

Les expériences observées sont variées et multiples. Elles indiquent toutes, une tendance : la maîtrise et le fonctionnement de l'équipement se fait à l'échelon du douar. Les expériences où la commune est impliquée en tant que telle sont limitées (2).

Il semble que par sa taille, celle-ci ne soit pas adaptée à cette forme de décentralisation concrète, beaucoup plus proche de la population, et assurant l'autonomie du service et la maîtrise de sa gestion.

Il faut replacer cette évolution, pour en saisir le grand intérêt, dans le cadre du progrès des idées en faveur de la décentralisation. Celle-ci n'a guère pris de dimension concrète au niveau de la commune, qui couvre un espace trop vaste, dans lequel l'unité humaine de base qu'est le douar n'a pas d'existence juridique autonome. Le manque d'articulation entre douar et commune, rend donc la prise en compte des problèmes du développement et d'équipement de chacun des douars, problématique. Par leur nombre et modicité des moyens de la commune, quelques douars seulement profitent de son action pour la mise en place des équipements socio-culturels, de santé et d'infrastructure.

La crise financière de la décennie quatre-vingts et l'émergence des initiatives au niveau du douar sont deux phénomènes qui ont précipité les prises de conscience de la nécessité de revoir le découpage et l'organisation territoriale des collectivités rurales.

En attendant un nouveau découpage des communes, annoncé par l'autorité de tutelle pour apprécier son degré d'adéquation entre les unités vivantes et fonctionnelles du douar ou du groupe de douars, il reste à résoudre, dans une perspective d'une généralisation de l'équipement en eau potable, le problème de l'habitat dispersé.

Regrouper la population ou faire éclater le réseau ?

Dans tous les plans de développement, élaborés depuis l'indépendance, le problème de l'habitat dispersé a été considéré comme l'obstacle majeur du développement des campagnes. Comment améliorer l'habitat, apporter des équipements, rendre des services accessibles à la population quand non seulement les villages sont d'accès difficile, mais quand l'habitat à l'intérieur d'un même douar est dispersé sur un espace plus au moins grand. La technique du réseau se trouve complètement obsolète et la tentation est de vouloir regrouper la population pour faciliter la mise en place des équipements collectifs.

Cette solution, pratiquée dans beaucoup de pays sous-développés, a abouti à des échecs retentissants : déracinement de la population et recrudescence de l'exode rural, chute de la production, abandon des terres, désertification humaine de vastes espaces, telles sont quelques conséquences des politiques de regroupements de la population.

Les projets de mise en place de l'eau potable dans le monde rural, ne peuvent contourner cette difficulté majeure, si leur but est d'assurer l'alimentation en eau à l'ensemble de la population des campagnes. Dès lors, il importe d'explorer toutes les voies, toutes les technologies permettant à la communauté du douar de fonctionner, en matière d'équipement dans une totale autonomie. Le dynamisme dont a fait preuve la population et les sacrifices matériels auxquels elle consent, quand il s'agit d'améliorer ses conditions concrètes d'existence est un puissant levier. La créativité villageoise et l'effort de recherche en matière de techniques peuvent aboutir à des solutions adaptées à chaque situation.

La disponibilité de la ressource et ses contraintes

Le projet de mettre à la disposition de la population rurale une eau potable relativement accessible est un défi pour la génération présente, car cet objectif est à la fois une réponse à un besoin qui est apparu vital depuis les pénuries dues à la sécheresse, c'est aussi une manière de lutter contre la maladie en milieu rural, et une économie, d'échelle remarquable pour les services de santé. On a calculé que la mise à la disposition de la population d'une eau propre, équivaut à l'économie de la moitié des dépenses, en matière de santé publique.

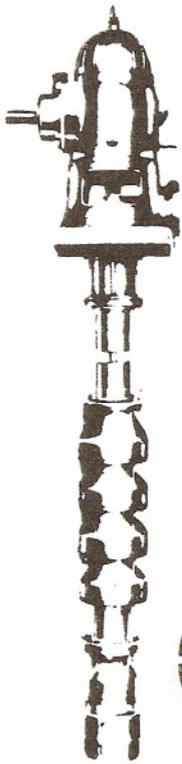
Que ce soit donc pour le confort ou la santé de la population, le défi est à relever. Mais le problème qui reste à résoudre est celui de la disponibilité des ressources en eau. Certes des forages limités peuvent

(2) Une commune à Ouarzazate et une autre à Safi.

encore mettre en valeur les réserves souterraines. Cependant, ces réserves ne sont pas partout d'égale importance et il est fondamental que la prospection s'intensifie et que les moyens de stockage se multiplient. Mais un tel effort ne peut contribuer à résoudre le problème de l'eau potable, que dans la mesure où la mobilisation des disponibilités et l'affectation de la ressource interviennent dans un schéma global d'aménagement du territoire qui prend en compte les vir-

tualités de chaque région. Le problème de l'échelle spatiale à laquelle doit s'adapter la mobilisation et la distribution est fondamentale. C'est cette adéquation recherchée entre ressources et besoins qui va déterminer, à toutes les échelles (maison, territoire) la nature des solutions qui allient à la fois la clarté de l'objectif, la stratégie à entreprendre et l'imagination, pour le réaliser.

SOCIETE POUR L'EQUIPEMENT HYDRAULIQUE ET INDUSTRIEL



études
fournitures
installation

ROVATTI

- POMPES CENTRIFUGES
A AXE VERTICAL
- POMPES CENTRIFUGES MULTICELLULAIRES

CHARLATTE

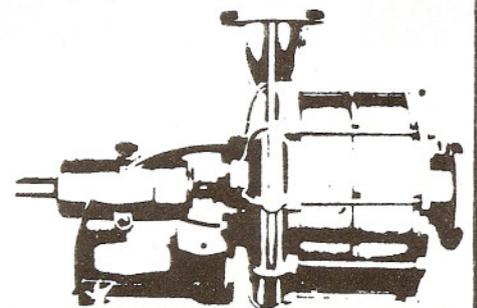
ANTI BÉLIERS

A.T.M.

- POMPES DOSEUSES
- TRAITEMENT DES EAUX

S.E.H.I

47, rue planquette - casablanca - tél : 24.46.59



 **rovatti**

